

Arrêté n° PCICP2025219-0006

Arrêté préfectoral portant prescriptions de suivi environnemental concernant l'impact sur les chiroptères du parc éolien exploité par la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 1 » sur le territoire des communes de FONTAINE-MÂCON et AVANT-LÈS-MARCILLY

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1, R. 181-45, L. 553-1, R. 511-9 et R. 512-69, L. 512-20 ;

VU le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le suivi environnemental du parc réalisé en 2016/2017 par l'association NATURE DU NOGENTAIS ;

VU le suivi environnemental du parc réalisé en 2021 par Planète Verte ;

VU le rapport de visite du 12 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier recommandé du 18 mars 2025 avec accusé de réception du 21 mars 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 1 » et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les observations présentées par l'exploitant les 24 mars et 9 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que le suivi environnemental effectué en 2016/2017 a révélé une mortalité de 12 cadavres de chiroptères sous 6 éoliennes, pendant la période automnale, mettant ainsi en évidence un impact significatif sur les chiroptères, notamment des espèces protégées inscrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 ;

CONSIDÉRANT que ce suivi de 2016/2017 a prescrit la mise en place de mesures de bridage des éoliennes pour limiter l'impact sur les chiroptères, mais que ces mesures n'ont pas été mises en œuvre jusqu'à ce jour ;

CONSIDÉRANT qu'un suivi complémentaire a été réalisé en 2021, où seule une pipistrelle commune a été retrouvée sous l'éolienne E5, ce qui constitue une mortalité faible comparée à celle de 2016/2017 ;

CONSIDÉRANT que cette faible mortalité observée en 2021 pourrait être influencée par des facteurs environnementaux (conditions climatiques, activité des chiroptères, ou disponibilité des ressources alimentaires), et qu'elle ne remet pas en cause la pérennité des populations locales de chiroptères, il convient néanmoins de préciser qu'en l'état actuel des connaissances, il ne peut être conclu à l'absence d'impact du parc éolien sur ces populations ;

CONSIDÉRANT la gravité des atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 411-1 du code de l'environnement concernant le patrimoine naturel, notamment la mortalité par collision et barotraumatisme occasionnée par le parc éolien sur les chiroptères ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-20, en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations nécessaires pour prendre en compte les impacts environnementaux sur les espèces protégées, en particulier les chiroptères, que ce soit à la suite d'incidents, de la non-conformité aux prescriptions ou d'autres dangers menaçant les intérêts écologiques ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 concernent notamment la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de poursuivre la surveillance des populations de chiroptères, notamment en 2025, pour confirmer ces résultats et garantir qu'aucune mortalité accrue n'apparaisse, en prenant en compte les variations climatiques et écologiques potentielles ;

CONSIDÉRANT que les résultats de 2021 semblent confirmer en partie les prévisions de l'étude d'impact initiale, mais qu'il demeure nécessaire de suivre l'évolution et d'éventuellement envisager de nouvelles actions correctives, si les observations futures le nécessitent, pour éviter toute aggravation de l'impact ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'urgence de la situation et de l'activité chiroptérologique, il n'est pas proposé de passage en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

CONSIDÉRANT que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société « Parc éolien de FONTAINE-MÂCON 1 », dont le siège social se situe 140 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien nommé « FONTAINE-MÂCON 1 » situé sur le territoire des communes FONTAINE-MÂCON et AVANT-LÈS-MARCILLY.

ARTICLE 2 : SUIVI ENVIRONNEMENTAL COMPLÉMENTAIRE

L'exploitant doit réaliser un suivi environnemental de la mortalité des chiroptères en 2025, sur la période d'avril à novembre, afin de confirmer ou infirmer les résultats des suivis réalisés en 2016/2017 et 2021. Ce suivi sera réalisé conformément au protocole ministériel en vigueur.

ARTICLE 3 : MESURES CORRECTIVES

Si des cadavres de chiroptères sont retrouvés lors du suivi de 2025, et que des impacts significatifs sont observés, l'exploitant devra soumettre à l'autorité compétente des propositions de mesures correctives adaptées aux résultats du suivi. Ces propositions seront examinées par l'autorité compétente en se basant sur les protocoles et lignes directrices en vigueur pour les chiroptères. Si nécessaire, un nouvel arrêté pourra être pris pour définir des prescriptions complémentaires.

ARTICLE 4 : RECONDUCTION DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL

En fonction des conclusions du suivi environnemental de 2025, ce suivi pourra être reconduit si nécessaire pour poursuivre la surveillance de la mortalité des chiroptères et ajuster les mesures de gestion en conséquence.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société « Parc éolien FONTAINE-MÂCON 1 ».

Il est publié, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement, sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de FONTAINE-MÂCON et AVANT-LÈS-MARCILLY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes précitées, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les mairies de FONTAINE-MÂCON et AVANT-LÈS-MARCILLY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le 07 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à

l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.